

BE-A0524_712224_712598_FRE

Inventaire des archives du bureau de
bienfaisance et de la commission
d'assistance publique de Thulin, 1840-1977



Het Rijksarchief in België
Archives de l'État en Belgique
Das Staatsarchiv in Belgien
State Archives in Belgium

This finding aid is written in French.

DESCRIPTION DU FONDS D'ARCHIVES:.....	5
Consultation et utilisation.....	6
Conditions d'accès.....	6
Conditions de reproduction.....	6
Histoire du producteur et des archives.....	7
Producteur d'archives.....	7
Nom.....	7
Histoire institutionnelle.....	7
Archives.....	8
Acquisition.....	8
Contenu et structure.....	9
Contenu.....	9
Sélection et éliminations.....	9
Accroissements / compléments.....	9
Mode de classement.....	10
DESCRIPTION DES SÉRIES ET DES ÉLÉMENTS.....	11
I. Bureau de Bienfaisance.....	11
A. Documents relatifs à l'organisation et à la gestion.....	11
1. Administration générale.....	11
2. Affaires juridiques.....	11
3. Gestion financière.....	11
4 - 5 Budgets. 1891-1920.....	11
6 - 25 Comptes. 1891-1925.....	11
4. Gestion du patrimoine et des biens. Travaux, achats et logistique.....	13
B. Documents relatifs aux missions.....	13
II. Commission d'Assistance publique.....	14
A. Documents relatifs à l'organisation et à la gestion.....	14
1. Direction et organes de concertation.....	14
30 - 35 Registres aux délibérations. 1925-1977.....	14
36 - 37 Pièces relatives à la désignation et à la démission des membres. 1925-1974.....	14
2. Administration générale.....	14
39 - 66 Lettres reçues et minutes des lettres sortantes. 1936-1975.....	14
3. Affaires juridiques.....	16
69 - 70 Dispositions légales et réglementaires relatives à l'assistance publique. 1940-1961.....	16
4. Personnel.....	17
5. Gestion financière.....	17
74 - 79 Budgets. 1929-1977.....	17
80 - 128 Comptes. 1926-1976.....	17
129 - 133 Registres des mandats. 1927-1962.....	20
136 - 144 Livres journaux de caisse. 1950-1976.....	21
146 - 150 Grand-livre des recettes du receveur. 1971-1975.....	22
6. Gestion du patrimoine et des biens. Travaux, achats et logistique.....	22
B. Documents relatifs aux missions.....	22
1. Aide sociale en général.....	22
154 - 155 Demandes de secours. 1936-1957.....	22
161 - 164 Dossiers individuels des bénéficiaires de secours. 1960-1976.....	23

2. Service des secours civils pendant la guerre 1940-1945.....	24
--	----

Description du fonds d'archives:

Nom du bloc d'archives:

Bureau de bienfaisance et commission d'assistance publique Thulin

Période:

1840 - 1977

Numéro du bloc d'archives:

BE-A0524.914

Etendue:

- Dernière cote d'inventaire: 173.00
- Etendue inventoriée: 7.65 m

Dépôt d'archives:

Archives de l'Etat à Mons

Consultation et utilisation

CONDITIONS D'ACCÈS

Les documents de plus de 30 ans sont publics et sont donc librement consultables, à l'exception des dossiers et des pièces de moins de 100 ans contenant des données à caractère privé, tels que les dossiers sociaux et les dossiers de membres du personnel.

Pour pouvoir consulter ces documents, le chercheur doit adresser une demande écrite et motivée au chef de service des Archives de l'État à Mons. Cette demande doit être accompagnée de l'autorisation expresse et préalable du secrétaire du CPAS d'Hensies (place de Thulin, 9, 7350 Hensies). Les personnes autorisées à consulter les archives doivent signer un contrat de recherche par lequel elles s'engagent à respecter la législation sur la protection de la vie privée.

CONDITIONS DE REPRODUCTION

Pour la reproduction des documents, les règles et les tarifs en vigueur aux Archives de l'État sont d'application.

Histoire du producteur et des archives

PRODUCTEUR D'ARCHIVES

NOM

Commission d'Assistance publique de Thulin (1925-1977)

Prédécesseur:

Bureau de Bienfaisance de Thulin (1796-1925)

HISTOIRE INSTITUTIONNELLE

Après le rattachement des départements réunis à la France en 1795, l'assistance publique est complètement réorganisée. Par un arrêté du 21 mars 1795, l'administration générale de la bienfaisance et des hôpitaux est confiée aux municipalités. Sous le Directoire, une nouvelle législation est mise en place : dans un souci de centralisation et d'uniformisation, des institutions spécialisées sont créées au niveau local. Elles disposent de ressources propres, de pouvoirs de décision et d'une large autonomie. D'une part, la loi du 16 vendémiaire an V (7 octobre 1796) organise dans les communes pourvues d'établissements hospitaliers une commission administrative des hospices civils constituée de cinq membres nommés par l'administration municipale et chargée d'administrer et de gérer les établissements situés sur le territoire de la municipalité. D'autre part, la loi du 7 frimaire an V (27 novembre 1796) crée dans chaque commune un bureau de bienfaisance également constitué de cinq membres nommés par l'administration municipale et chargé de distribuer les secours à domicile. Le bureau de bienfaisance est présidé par le bourgmestre. Dans les petites communes, son personnel se limite à un secrétaire et à un receveur. Un médecin est parfois rétribué pour soigner les indigents.

Cette organisation reste en vigueur jusqu'au vote de la loi organique de l'assistance publique du 10 mars 1925 (*Moniteur belge* du 20 mars 1925). Celle-ci fusionne dans chaque commune le bureau de bienfaisance et la commission administrative des hospices civils qui forment désormais un organisme commun, la commission d'assistance publique (CAP). Celle-ci se voit confier le service général de l'assistance publique, c'est-à-dire l'assistance à domicile, l'assistance hospitalière et la tutelle des enfants trouvés et abandonnés et des orphelins indigents. Dans les communes qui ne possèdent pas d'établissement hospitalier, la CAP peut s'associer avec une CAP voisine qui gère un tel établissement ou passer des conventions avec des établissements privés. Les membres des CAP sont nommés par le conseil communal et désignent en leur sein un président. Leur personnel est toujours constitué d'un secrétaire et d'un receveur.

Durant la seconde guerre mondiale, les activités des CAP vont s'accroître notablement. Au moment du déclenchement des hostilités, de nombreuses personnes de toutes conditions vont brusquement être privées de ressources : familles des militaires mobilisés, tués au combat ou prisonniers de guerre,

chômeurs, pensionnés de vieillesse dont les allocations ne sont plus payées, réfugiés sans ressource et sans logement, sinistrés, plus tard familles des ouvriers partis travailler volontairement en Allemagne, etc. Dès lors, une modification des règles en vigueur en matière d'assistance s'impose. L'arrêté des secrétaires généraux du 29 juin 1940 " relatif à l'allocation de secours aux personnes en état de besoin " uniformise les procédures en mettant sur le même pied toutes les personnes à secourir. Ce sont les commissions d'assistance publique qui sont chargées de l'organisation pratique et de la distribution sur le terrain des " secours civils ". Les demandes doivent leurs être adressées. Les CAP sont chargées de payer les secours en espèces moyennant une subvention de 75 % supportée par le budget du ministère de la Santé publique et du Ravitaillement. L'arrêté fixe le montant journalier du secours. Pour favoriser la remise au travail, l'arrêté oblige les secourus et les membres de leurs familles aptes au travail à s'inscrire comme demandeurs d'emploi au bureau régional de l'Office national du Placement et du Contrôle. Le dispositif est complété par l'arrêté des secrétaires généraux du 29 octobre 1940, qui crée le Secours d'Hiver, plus spécialement chargé de fournir aux nécessiteux une aide matérielle (nourriture, vêtements, charbon...) et un réconfort moral. La loi organique du 8 juillet 1976 (*Moniteur belge* du 5 août 1976) transforme les commissions d'assistance publique en centres publics d'aide sociale (CPAS) et redéfinit leur organisation et leurs attributions. La fusion des communes qui entre en vigueur le 1er janvier 1977 entraîne le regroupement des anciennes CAP dans le cadre des nouvelles entités communales. Le CPAS d'Hensies est installé le 1er avril 1977 et succède aux CAP d'Hainin, Hensies, Montrœul-sur-Haine et Thulin. Par la loi du 7 janvier 2002 entrée en vigueur le 1er mars 2004, les centres publics d'aide sociale deviennent les centres publics d'action sociale.

ARCHIVES

ACQUISITION

Les archives ont été déposées aux Archives de l'État à Mons par le Centre public d'Action sociale d'Hensies le 26 octobre 2007 (registre des entrées no 1900), en application de la loi sur les archives du 24 juin 1955. La plupart des dossiers relatifs aux biens immobiliers ont toutefois été conservés par le CPAS.

Contenu et structure

CONTENU

Les archives du Bureau de Bienfaisance sont peu abondantes mais doivent être complétées par celles qui sont classées dans le fonds des archives de la Commune de Thulin aux Archives de l'État à Mons (voir ci-dessous la rubrique " Documents apparentés "). Outre la correspondance couvrant la période 1891-1925, on note la présence d'un dossier relatif à des affaires confiées par le Bureau de Bienfaisance à l'avocat montois Henry Sainctelette entre 1878 et 1881. Il s'agit essentiellement de documents relatifs à la contestation de la succession de Philippe Lemaire, propriétaire et industriel à Thulin, qui avait institué le Bureau de Bienfaisance en tant que légataire universel.

Les archives de la Commission d'Assistance publique sont plus étoffées. En plus des registres de délibérations de 1925 à 1977, on y trouve une importante série de correspondance classée chronologiquement et des dossiers relatifs au personnel. Les budgets et les comptes (fréquemment accompagnés de leurs pièces justificatives) forment deux séries complètes.

Des dossiers et des pièces relatifs aux missions de la Commission d'Assistance publique permettent de mieux comprendre les diverses modalités d'action de l'institution et leur évolution au cours du temps : octroi de secours aux indigents, aide aux enfants anormaux placés dans des établissements spécialisés et aux " aliénés séquestrés à domicile ", mise en œuvre de la loi du 7 août 1974 instituant le droit au minimum de moyens d'existence.

Enfin, le fonds comprend les archives produites par la Commission d'Assistance publique en matière de secours civils, sur la base de l'arrêté des secrétaires généraux du 29 juin 1940. Les archives conservées permettent de retracer l'activité de ce comité en faveur des diverses catégories de personnes qui ont été assistées, en particulier les familles des ouvriers partis travailler volontairement en Allemagne.

SÉLECTION ET ÉLIMINATIONS

Le peu de documents subsistants semble indiquer que des éliminations sauvages ont eu lieu avant le dépôt effectué en 2007.

Avant l'inventoriage des archives, un tri a été effectué sur la base du nouveau tableau de tri des archives des CPAS validé par l'Archiviste général du Royaume en 2011 : L. HONNORÉ et M. NUYTENS, coord., *Archives produites par les centres publics d'action sociale en Région wallonne. Tableau de tri [2011]*, Bruxelles, 2011 (Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les provinces. Tableaux de gestion et tableau de tri).

ACCROISSEMENTS / COMPLÉMENTS

Le fonds inventorié est en principe clos. Les accroissements futurs ne

pourraient éventuellement provenir que de la restitution de documents égarés. Il est notamment possible que des archives du Bureau de Bienfaisance et de la Commission d'Assistance publique de Thulin soient encore conservées au sein des archives communales d'Hensies.

MODE DE CLASSEMENT

Le premier niveau de division de l'inventaire distingue les deux producteurs qui ont été successivement compétents en matière d'assistance aux plus défavorisés : le Bureau de Bienfaisance (de 1796 à 1925) et la Commission d'Assistance publique (de 1925 à 1977). À l'intérieur de chacun de ces niveaux, le cadre de classement suivi est celui préconisé par le tableau de tri des archives des CPAS. Les documents relatifs à la distribution de secours civils durant la seconde guerre mondiale ont toutefois fait l'objet d'une rubrique distincte, en raison du caractère temporaire de cette mission spécifique.

Description des séries et des éléments

I. BUREAU DE BIENFAISANCE

A. DOCUMENTS RELATIFS À L'ORGANISATION ET À LA GESTION

1. ADMINISTRATION GÉNÉRALE

- 1 Lettres reçues. 1891-1923. 1 chemise
- 2 Lettres reçues et minutes des lettres sortantes. 1912-1925. 1 chemise

2. AFFAIRES JURIDIQUES

- 3 Dossier relatif à des affaires confiées à l'avocat Henry Saintelette, de Mons. 1878-1881. 1 chemise

3. GESTION FINANCIÈRE

- 4 4 - 5 BUDGETS. 1891-1920.
1891-1900. 1 liasse
- 5 1909-1920. 1 liasse
- 6 6 - 25 COMPTES. 1891-1925.
1891. 1 liasse
- 7 1892. 1 liasse
- 8 1893. 1 liasse
- 9 1894. 1 liasse
- 10 1895. 1 liasse

11	1896-1900.	1 liasse
12	1908-1909.	1 liasse
13	1911.	1 liasse
14	1912.	1 liasse
15	1913.	1 liasse
16	1914.	1 liasse
17	1915.	1 liasse
18	1916.	1 liasse
19	1917.	1 liasse
20	1918.	1 liasse
21	1919.	1 liasse
22	1920.	1 liasse
23	1921.	1 liasse
24	1922.	1 liasse
25	1923, 1925.	1 liasse

- 26 4. GESTION DU PATRIMOINE ET DES BIENS. TRAVAUX, ACHATS ET LOGISTIQUE
Pièces concernant une rente. 1840-1893. 1 chemise
- 27 *B. DOCUMENTS RELATIFS AUX MISSIONS*
Pièces relatives à la désignation d'un médecin des pauvres. 1888-1889. 1 chemise
- 28 Liste des personnes reconnues comme indigentes et recevant des secours mensuels. 1889-1919. 5 pièces
- 29 Demandes d'assistance. 1890. 4 pièces

II. COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE

A. DOCUMENTS RELATIFS À L'ORGANISATION ET À LA GESTION

1. DIRECTION ET ORGANES DE CONCERTATION

30 - 35 REGISTRES AUX DÉLIBÉRATIONS. 1925-1977.

- | | | |
|--|--|-----------|
| 30 | 6 décembre 1925 - 12 mai 1933. | 1 volume |
| 31 | 27 juin 1933 - 19 janvier 1943. | 1 volume |
| 32 | 24 avril 1943 - 2 septembre 1949. | 1 volume |
| 33 | 6 octobre 1949 - 27 mars 1964. | 1 volume |
| 34 | 24 avril 1964 - 11 juillet 1973. | 1 volume |
| 35 | 20 août 1973 - 1er avril 1977. | 1 volume |
|
 | | |
| 36 - 37 PIÈCES RELATIVES À LA DÉSIGNATION ET À LA DÉMISSION
DES MEMBRES. 1925-1974. | | |
| 36 | 1925-1939. | 1 liasse |
| 37 | 1945-1974. | 1 liasse |
|
 | | |
| 2. ADMINISTRATION GÉNÉRALE | | |
| 38 | Lettres reçues et minutes des lettres sortantes, contenant également des listes d'indigents secourus. 1927-1951. | 1 liasse |
|
 | | |
| 39 - 66 LETTRES REÇUES ET MINUTES DES LETTRES SORTANTES.
1936-1975. | | |
| 39 | 1936-1937. | 1 chemise |
| 40 | 1937-1939. | |

		1 chemise
41	1940-1941.	1 chemise
42	1942.	1 chemise
43	1943.	1 chemise
44	1944.	1 chemise
45	1945.	1 chemise
46	1946.	1 chemise
47	1947.	1 chemise
48	1948.	1 chemise
49	1949.	1 chemise
50	1950.	1 chemise
51	1951.	1 chemise
52	1952.	1 chemise
53	1953	1 chemise
54	1954.	1 chemise
55	1955.	1 chemise
56	1956.	1 chemise

		1 chemise
57	1957.	1 chemise
58	1958.	1 chemise
59	1959.	1 chemise
60	1960.	1 chemise
61	1961.	1 chemise
62	1962.	1 chemise
63	1963.	1 chemise
64	1964.	1 chemise
65	1965-1970.	1 chemise
66	1971-1975.	1 chemise
67	Registre indicateur de la correspondance sortie. 2 janvier 1959 - 30 juin 1962.	1 volume
68	Pièces concernant une enquête sur l'éducation et l'information sanitaire initiée par le Ministère de la Santé publique et de la Famille. 1967.	2 pièces
3. AFFAIRES JURIDIQUES		
69	69 - 70 DISPOSITIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES RELATIVES À L'ASSISTANCE PUBLIQUE. 1940-1961. 1940.	1 liasse

70	1958-1961.	1 liasse
71	4. PERSONNEL Dossier personnel individuel du secrétaire. 1958-1975.	1 chemise
72	Dossier personnel individuel du receveur. 1951-1976.	1 chemise
73	Dossier relatif à l'affiliation de la Commission d'Assistance publique à l'asbl Service médical et social du Travail Interentreprises publiques et privées à Dour. 1969.	1 chemise
	5. GESTION FINANCIÈRE	
74	74 - 79 BUDGETS. 1929-1977. 1929-1938.	1 liasse
75	1939-1945.	1 liasse
76	1946-1952.	1 liasse
77	1953-1959.	1 liasse
78	1960-1968.	1 liasse
79	1969-1977.	1 liasse
80	80 - 128 COMPTES. 1926-1976. 1926-1927.	1 liasse
81	1928.	1 liasse
82	1929.	

		1 liasse
83	1930.	1 liasse
84	1931.	1 liasse
85	1932.	1 liasse
86	1933.	1 liasse
87	1934-1935.	1 liasse
88	1936.	1 liasse
89	1937.	1 liasse
90	1938.	1 liasse
91	1939.	1 liasse
92	1940.	1 liasse
93	1941.	1 liasse
94	1942.	1 liasse
95	1943.	1 liasse
96	1944.	1 liasse
97	1945.	1 liasse
98	1946.	1 liasse

		1 liasse
99	1947.	1 liasse
100	1948.	1 liasse
101	1949.	1 liasse
102	1950.	1 liasse
103	1951.	1 liasse
104	1952.	1 liasse
105	1953.	1 liasse
106	1954.	1 liasse
107	1955.	1 liasse
108	1956.	1 liasse
109	1957.	1 liasse
110	1958.	1 liasse
111	1959.	1 liasse
112	1960.	1 liasse
113	1961.	1 liasse
114	1962.	1 liasse

		1 liasse
115	1963.	1 liasse
116	1964.	1 liasse
117	1965.	1 liasse
118	1966.	1 liasse
119	1967.	1 liasse
120	1968.	1 liasse
121	1969.	1 liasse
122	1970.	1 liasse
123	1971.	1 liasse
124	1972.	1 liasse
125	1973.	1 liasse
126	1974.	1 liasse
127	1975.	1 liasse
128	1976.	1 liasse
129	<i>129 - 133 REGISTRES DES MANDATS. 1927-1962. 1927-1941.</i>	1 volume

130	1942-1948.	1 volume
131	1948-1957.	1 volume
132	1957-1960.	1 volume
133	1960-1962.	1 volume
134	Rapport au conseil communal concernant la situation financière de la Commission. 1932-1934.	3 pièces
135	Pièces concernant le contrôle de la comptabilité. 1941.	1 chemise
136	<i>136 - 144 LIVRES JOURNAUX DE CAISSE. 1950-1976.</i> 1950-1953.	1 volume
137	1953-1957.	1 volume
138	1957-1962.	1 volume
139	1962-1965.	1 volume
140	1965-1967.	1 volume
141	1967-1969.	1 cahier
142	1969-1971.	1 cahier
143	1971-1973.	1 cahier
144	1976.	1 chemise

-
- 145 Grand livre des recettes du secrétaire. 1960-1963. 1 volume
- 146 146 - 150 GRAND-LIVRE DES RECETTES DU RECEVEUR. 1971-1975.
1971. 1 chemise
- 147 1972. 1 chemise
- 148 1973. 1 chemise
- 149 1974. 1 chemise
- 150 1975. 1 chemise
- 151 Grand-livre des dépenses du receveur. 1962. 1 chemise
- 152 6. GESTION DU PATRIMOINE ET DES BIENS. TRAVAUX, ACHATS ET LOGISTIQUE
Pièces concernant la gestion des biens immobiliers. 1928-1954. 1 chemise
- B. DOCUMENTS RELATIFS AUX MISSIONS*
- 153 1. AIDE SOCIALE EN GÉNÉRAL
Pièces concernant des demandes d'assistance et l'octroi de secours aux indigents et aux personnes nécessiteuses. 1926-1946. 1 liasse
- 154 154 - 155 DEMANDES DE SECOURS. 1936-1957.
1936-1940. 1 liasse
- 155 1950-1957. 1 liasse
- 156 Rapports d'enquête préalables à l'octroi d'un secours. 1953-1962. 1 liasse

-
- 157 Dossiers individuels des aliénés séquestrés à domicile ou placés dans des établissements spécialisés et ayant bénéficié de l'intervention du Fonds social d'Assistance. 1956-1964. 1 liasse
- 158 Liste des personnes secourues. 1957-1962. 1 cahier
- 159 Dossiers individuels des enfants anormaux placés dans des établissements spécialisés et ayant bénéficié de l'intervention du Fonds social d'Assistance. 1957-1971. 1 liasse
- 160 Listes des personnes secourues, indiquant les montants octroyés. 1958-1959. 6 pièces
- 161 - 164 DOSSIERS INDIVIDUELS DES BÉNÉFICIAIRES DE SECOURS. 1960-1976.*
- 161 A-Ca. 1 liasse
- 162 Ch-F. 1 liasse
- 163 G-M. 1 liasse
- 164 P-Z. 1 liasse
- 165 Dossier relatif à la convention conclue avec des institutions hospitalières. 1961-1971. 1 chemise
- 166 Dossiers individuels concernant des demandes de secours qui ont été rejetées. 1961-1972. 1 liasse
- 167 Dossier relatif au projet de création d'un home pour personnes âgées. 1965-1969. 1 chemise
- 168 Dossier relatif à l'application de la loi du 7 août 1974 sur le droit au minimum de moyens d'existence. 1974-1975. 1 chemise

- 169 2. SERVICE DES SECOURS CIVILS PENDANT LA GUERRE 1940-1945
Registre des recettes et dépenses du service des secours civils.
1940-1942. 1 volume
- 170 Pièces concernant l'octroi d'avances sur salaires aux familles et aux
ayant-droits des ouvriers partis travailler volontairement en
Allemagne. 1941-1944. 1 liasse
- 171 Pièces relatives à la caisse des secours civils. 1941-1945. 7 pièces
- 172 Livre-journal des avances et récupérations des sommes versées
aux familles des ouvriers partis travailler volontairement en
Allemagne. 1940-1943. 1 volume
- 173 Bordereaux de récupération des sommes avancées pour les
familles des ouvriers partis travailler volontairement en Allemagne.
1941-1943. 1 liasse